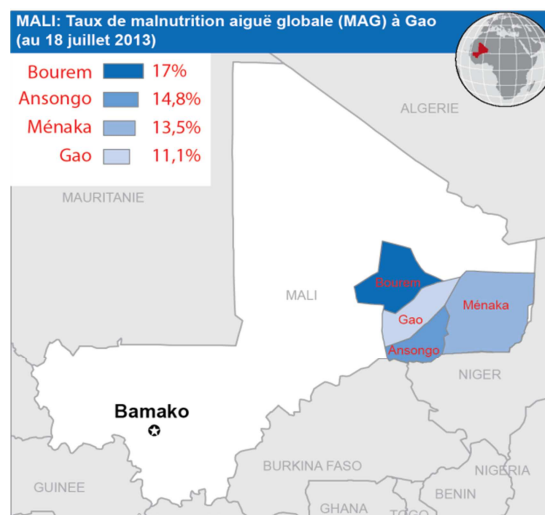




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il a été publié par OCHA-Mali et couvre la période du 5 au 19 juillet 2013. Le prochain rapport sera publié vers le 1<sup>er</sup> août 2013.

## Faits saillants

- La situation nutritionnelle est sérieuse pour l'ensemble de la région de Gao avec un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 13,5 pour cent. Un taux de MAG de 17 pour cent a été trouvé dans le district sanitaire de Bourem dépassant ainsi le seuil d'urgence fixé à 15 pour cent.
- Des mouvements très significatifs de retours de déplacés et de réfugiés dans le nord ont été rapportés par les acteurs humanitaires au cours des dernières semaines. Si ces mouvements sont confirmés, la situation humanitaire déjà assez préoccupante dans le nord risque de s'aggraver.
- Le fonctionnement normal des services sociaux de base dans le nord reste limité à cause de l'insuffisance du personnel et des ressources disponibles.
- Dans le cadre de la lutte contre l'augmentation des cas de paludisme durant la saison des pluies, le cluster santé a renforcé ses stocks pour la prévention et la prise en charge.
- L'appel de fonds humanitaire (CAP) pour le Mali est financé à 30 pour cent. Plus de 142 millions de dollars sont mobilisés sur la requête d'environ 476 millions de dollars.



Source: OCHA, cluster nutrition  
Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

**1,4 million**

Personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire immédiate

(Cluster sécurité alimentaire juillet)

**353 455**

Personnes déplacées internes au 20 juin

(Commission Mouvement de Population)

**175 282**

Réfugiés maliens dans les pays voisins au 16 juillet (UNHCR)

**\$ 476 millions**

Fonds requis pour répondre aux besoins humanitaires au Mali en 2013

Appel de fonds Consolidé (CAP) pour 2013

**30 pour cent**

Financement reçu au 16 juillet

Système de suivi financier (fts) d'OCHA

## Aperçu de la situation

Les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART conduite dans la région de Gao en mai révèlent une situation nutritionnelle sérieuse pour la région, mais ne montrent pas d'aggravation de la situation nutritionnelle. Le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de la région est de 13,5 pour cent. Toutefois la situation est inquiétante dans le district sanitaire de Bourem où le taux de MAG a atteint 17 pour cent.

Le retour des déplacés et des réfugiés se poursuit dans le nord du pays. Selon le HCR, 8 148 réfugiés retournés de façon spontanée ont été enregistrés par les acteurs humanitaires et les autorités dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou entre le 25 juin et le 12 juillet. Des mouvements significatifs de retours ont été rapportés par les acteurs humanitaires au cours des dernières semaines cependant les chiffres consolidés ne sont pas encore disponibles. Selon le cluster protection, la situation dans les zones de retour est calme et en général les retournés ont exprimé leur intention de rester dans leurs communautés. Le 10 juillet, le cluster sécurité alimentaire a organisé un atelier de réflexion sur les mécanismes de partage d'information et sur les besoins des retournés.

L'accélération du retour des autorités et des agents des services étatiques dans le nord reste une nécessité pour renforcer l'accès aux services sociaux de base. L'OMS a appuyé le retour de 191 agents de santé dans le nord. Dans la même optique, le cluster éducation soutient le retour des enseignants titulaires et s'assure qu'ils disposent d'outils suffisants pour répondre aux besoins actuels dans le nord.

+ Pour plus d'informations, consultez la section "Historique de la crise" à la fin de ce rapport.

Les fortes pluies qui se sont abattues à Kayes, les 27 et 28 juin, ont causé des inondations dans les localités de Lontou et Bangassi. Elles ont occasionné entre autres l'effondrement de 88 maisons et de 29 cases ainsi que la destruction de 18 greniers. Au total 90 ménages (425 personnes) sinistrés ont été identifiés.

## Financement

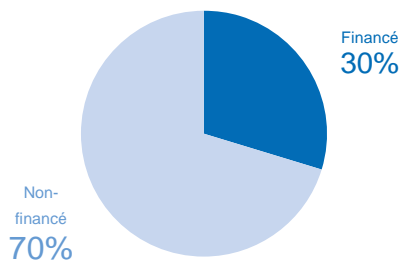
Au 16 juillet, le CAP pour le Mali a reçu environ 142 millions de dollars, soit 30 pour cent des 476 millions de dollars recherchés. Au total, sept clusters sur neuf sont financés à moins de 50 pour cent dont deux à moins de 20 pour cent (cf. graph. financement par secteur ci-dessous).

Des financements estimés à environ 106 millions de dollars ont également été alloués à des activités humanitaires hors CAP.

Mali – Appel consolidé 2013

Financement par cluster (millions US\$)

US\$ 476 millions



	Financé	Non-financé	% Couvert
Sécurité alimentaire	169		36%
Nutrition	80		24%
Eau, hygiène et assainissement	62		12%
Santé	35		32%
Protection	70		23%
Abris et biens non-alimentaires	18		25%
Education	22		11%
Télécommunication d'urgence	2		67%
Logistique	8		53%
Services communs et coordination	10		42%

Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à [fts@un.org](mailto:fts@un.org)

## Réponse humanitaire



### Besoins :

- Le cluster estime que l'insécurité alimentaire affecte 3,5 millions de personnes dont 1,4 million ayant un besoin d'assistance alimentaire immédiat durant cette période de soudure.

### Réponse :

- La collecte des données pour l'enquête sur la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) est achevée à Mopti, Gao et Tombouctou. Elle est fortement perturbée à Kidal en raison de la situation sécuritaire.
- Les paiements de juin pour le projet de transferts d'argent inconditionnels du PAM à Bamako ont été effectués. Au total, 28 600 bénéficiaires (3 002 ménages) sont ciblés. Le projet vivres contre travail à Bamako ciblant 40 000 bénéficiaires a également démarré et les premiers paiements sont prévus en août.
- Avec la réouverture progressive des écoles dans le nord, le PAM continue d'élargir son programme de cantines scolaires d'urgence. En juin, 75 058 enfants ont bénéficié de repas scolaires d'urgence à Gao et à Tombouctou, ce qui dépasse l'objectif d'atteindre 70 000 élèves.
- La FAO a distribué 1,78 tonne de semences maraîchères (concombre, tomate, gombo, oignon et chou) à 7 952 ménages dans les régions de Ségou, Koulikoro et Mopti,
- A Koulikoro, Africare a distribué des semences améliorées (1 250 kg de maïs, 1 125 kg de mil, 650 kg de sorgho, 375 kg de niébé et 1 000 kg d'arachide) à 217 ménages bénéficiaires dans 20 villages des communes de Nara, Ouagadou et Dilly. Les semis sont en cours avec l'appui technique des agents d'Africare et du ministère de l'Agriculture.

### Besoins non-couverts et contraintes :

- Le cluster a organisé, le 10 juillet, un atelier de réflexion sur la prise en compte des personnes déplacées internes et des réfugiés retournés qui répondent aux critères de vulnérabilité dans les projets d'assistance

humanitaire au niveau des régions de Gao, Tombouctou et Mopti. Les réflexions ont porté sur le mécanisme de partage d'information et les besoins humanitaires dans les zones de retour; l'intégration des populations retournées dans les interventions en cours; et les mécanismes de référencement au sein du cluster et vers les autres clusters.

- L'insécurité perturbe les interventions humanitaires en particulier dans la région de Kidal.



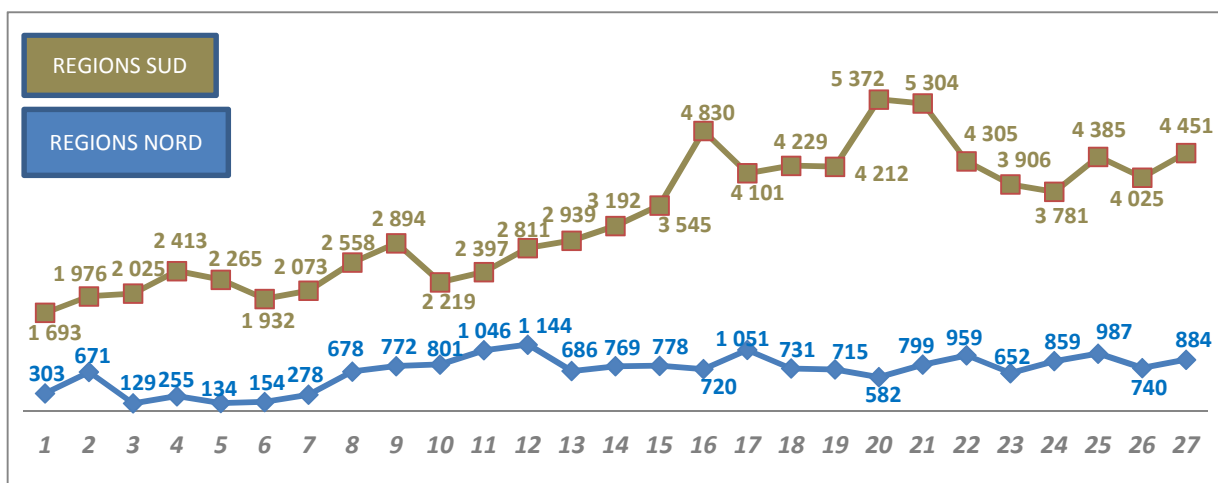
### Besoins :

- Selon les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART de l'année dernière, 210 000 enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 450 000 autres de malnutrition aiguë modérée (MAM) pendant l'année 2013.

### Réponse :

- Entre le 1er janvier et le 7 juillet, 108 110 enfants de moins de 5 ans ont été admis en unité de réhabilitation nutritionnelle (UREN) au niveau national (régions du sud 89 833 et régions du nord 18 277). Au total, 41 511 enfants de moins de 5 ans ont été admis en URENAS<sup>1</sup>/URENI<sup>2</sup> (soit 33 pour cent des 125 000 enfants ciblés en 2013) et 66 599 enfants de moins de 5 ans en URENAM<sup>3</sup> (soit environ 25 pour cent des 270 000 enfants ciblés en 2013). Ci-dessous les courbes des admissions dans les UREN.

**108 110**  
Enfants de moins de 5 ans admis en UREN depuis le début de l'année



- Les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART menée dans la région de Gao au mois de mai 2013 ont révélé une situation nutritionnelle sérieuse pour l'ensemble de la région, mais ne montrent pas une aggravation de la situation, ni de la mortalité des enfants de moins de 5 ans en comparaison avec les données de l'enquête SMART de 2012. La prévalence de la malnutrition aiguë globale est de 13,5 pour cent pour l'ensemble de la région de Gao. Selon la classification de l'OMS, la situation nutritionnelle y est donc « sérieuse ». Les résultats par district montrent que le district sanitaire de Bourem présente une situation critique (taux de MAG > à 15 pour cent) avec 17 pour cent de MAG tandis que les autres districts se trouvent dans une situation sérieuse (MAG entre 10 et 15 pour cent). La région présente une prévalence de la malnutrition aiguë sévère très élevée avec 2,4 pour cent. L'extrapolation des prévalences de la malnutrition aiguë (globale, modérée et sévère) révèle que sur les six prochains mois, 22 730 enfants sont à risque (17 269 pour la malnutrition aiguë modérée et 5 461 pour la malnutrition aiguë sévère) dans la région de Gao.
- Dans le cadre de l'enquête nutritionnelle SMART planifiée dans toutes les régions sud du pays (Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou et Sikasso), 65 enquêteurs ont été formés. Depuis le 15 juillet, ces enquêteurs sont dans les régions, accompagnés de 14 superviseurs. Cette nouvelle enquête nutritionnelle dont les

<sup>1</sup> Unité de Récupération Nutritionnelle en Ambulatoire Sévère.

<sup>2</sup> Unité de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensive.

<sup>3</sup> Unité de Réhabilitation et d'Education Nutritionnelle Aiguë.

résultats préliminaires seront disponibles au début du mois de septembre doit permettre d'évaluer l'état nutritionnel des enfants de 0 à 59 mois (malnutrition aiguë, malnutrition chronique et insuffisance pondérale) et d'estimer le taux brut de mortalité et le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- Le niveau de financement reste faible avec 19,5 millions de dollars mobilisés, soit 24,3 pour cent de la requête de 80,4 millions de dollars.



### Eau, hygiène et assainissement (EHA)

#### Besoins :

- Il y a un besoin de financement pour la construction de 66 points d'eau, la réhabilitation de 387 points d'eau et l'appui à 70 systèmes d'adduction d'eau.
- 124 centres de santé n'ont pas encore le paquet minimum en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement.
- La saison des pluies augmente les risques des maladies d'origine hydrique. Les activités de prévention restent cruciales plus particulièrement pour les zones autour du Fleuve Niger.

#### Réponse :

- Pour la prévention du choléra, l'UNICEF et IRC ont respectivement distribué 5 790 et 800 kits à Gao. Les activités de prévention du choléra sont en cours. Elles comprennent la vulgarisation de messages de sensibilisation, la formation des leaders communautaires, la chloration et la distribution de produits pour la purification de l'eau.
- Dans les zones à risque de choléra, 90 pour cent des familles enquêtées lors d'une étude récente utilisent correctement les produits de traitement de l'eau selon l'ONG Solidarités.
- A Ménaka, région de Gao, 55 membres de l'Initiative Malienne d'Appui au Développement Local (IMADEL) ont diffusé des messages de prévention du choléra aux personnes déplacées.
- Solidarités, en collaboration avec ALIMA et MSF, fournit un appui en eau, hygiène et assainissement à 18 centres de santé communautaires (CSCOM) à Tombouctou.
- A Talhandak, région de Kidal, Solidarités continue la fourniture de l'eau au profit de 1 000 familles de PDI. Au total 25 barils de 200 litres sont distribués par jour. A Ménaka, six points d'eau sont réhabilités et huit blocs de latrines construits au profit des PDI et des communautés hôtes par l'ONG IRC. A Fafa dans la région de Gao, un point d'eau a été réhabilité mais ce n'est pas suffisant. IRC a distribué des tablettes pour la purification de l'eau (PUR) comme alternative en attendant que les autres points d'eau soient réhabilités. L'ONG a également réhabilité neuf pompes manuelles dans la ville de Gao.
- L'UNICEF, en collaboration avec les autorités, effectue des interventions d'urgence à Nampala dans la région de Ségou et y construit un système d'adduction d'eau potable avec six points de distribution.
- A Gao, ACF-Espagne intervient dans 12 centres de santé communautaires et 3 centres de santé de référence dans les cercles de Gao, de l'Ansongo et de Bourem. De plus, ACF a formé 41 agents de santé sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement et a réhabilité 8 latrines à Gao.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- L'insuffisance des financements reste le plus grand défi du cluster EHA qui n'a reçu que 7,2 millions de dollars soit 11,7 pour cent des fonds recherchés.



### Santé

#### Besoins :

- Il y a un besoin de renforcer les activités de prévention et de prise en charge médicale pour freiner la propagation du paludisme durant la saison des pluies.

#### Réponse :

- L'OMS, en collaboration avec le ministère de la Santé, a conduit une évaluation exhaustive des capacités actuelles du système de santé dans le but d'identifier les besoins prioritaires pour l'accès aux soins de santé et d'analyser la perception de ces besoins prioritaires par les populations déplacées. Les résultats seront publiés très prochainement.
- L'UNICEF a acheminé 20 kits de paludisme simple dans la région de Tombouctou (Diré et Goundam) ainsi que 11 000 moustiquaires imprégnées pour les femmes enceintes et les nourrissons.
- L'OMS a facilité le retour de 191 agents de santé dans le nord.

- L'OMS a réceptionné 5 kits de paludisme pouvant couvrir les besoins de 5 000 personnes pendant 3 mois, 20 kits de base pour les soins courants pour 20 000 personnes pendant 6 mois, 3 kits de base de médicaments spécialisés pour 3 000 personnes pendant 6 mois, 6 kits complets pour le traitement du choléra, 10 kits de santé de la reproduction pour les urgences obstétricales et 20 kits de transfusion sanguine.
- Dans le cadre de la lutte contre la rougeole, l'UNICEF a réceptionné 270 000 flacons de vaccins.

#### Besoins non-couverts et contraintes :

- L'insuffisance des ressources pour le financement du plan de relance des activités de santé dans le nord reste un défi.



#### Protection

#### Besoins:

- Les évaluations récentes menées à Tombouctou ont confirmé le niveau élevé des besoins en assistance psychologique au sein de la population et en particulier chez les enfants. Ainsi, il est nécessaire d'élaborer des programmes de protection de l'enfance à base communautaire ainsi que des activités psychosociales.
- Il a un besoin de formation et de sensibilisation sur le protocole d'accord relatif à la situation des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés (EAFGA) signé en juin. L'UNICEF se prépare à y répondre.
- Les partenaires intervenant dans la réponse aux violences basées sur le genre (VBG) dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal ont exprimé le besoin de renforcer leurs capacités sur l'utilisation des outils et des instruments légaux pour la prévention et la prise en charge des cas.

#### Réponse:

- Le HCR a conduit une campagne de sensibilisation sur la gestion des conflits à la suite de tensions sur l'utilisation de l'eau et des toilettes au site de l'Hôtel des Chauffeurs, région de Mopti, où résident 500 personnes déplacées internes.
- Du 25 au 27 juin, l'ONG DRC, en collaboration avec le HCR et OCHA, a organisé à Mopti une formation sur le suivi de la protection et sur les évaluations rapides inter-agences. 30 personnes travaillant pour 20 organisations y ont pris part.
- Avec l'appui de l'UNICEF, Family Care International a renforcé les compétences de 236 leaders communautaires des communes de Mopti, Fatoma et Socoura sur la protection en situation d'urgence afin de leur permettre d'identifier et d'orienter les victimes, de sensibiliser les communautés et de contribuer à renforcer les systèmes de protection.
- 25 enfants séparés certifiés par OIM, dans la ville de Bamako, ont été référés au Samu social qui a débuté leur prise en charge avec l'appui de l'UNICEF.
- L'Association pour le Progrès et la Défense des Droits des Femmes a ouvert des centres de prise en charge des victimes de VBG à Bamako et à Mopti. Ces centres offrent l'hébergement, la prise en charge psychosociale et la nourriture aux personnes affectées. Les victimes des VBG y reçoivent aussi des formations sur les activités génératrices de revenus (AGR).
- Dans le cadre de la réponse aux VBG, Plan-Mali a créé 13 Espaces Amis des Enfants à Tombouctou. A Mopti, Plan, en partenariat avec l'ONG CARITAS, a créé 09 espaces Amis des Enfants.
- UNFPA a mis à la disposition de l'hôpital régional de Gao des kits de prise en charge de viols pouvant couvrir les besoins de 100 victimes.

#### Besoins non-couverts et contraintes:

- Le manque d'activités de cohésion sociale et coexistence pacifique reste un défi.
- Le nombre d'organisations expérimentées en protection dans les zones de conflit pour le monitoring de la protection, l'assistance juridique, la documentation et la réponse aux cas de VBG et questions de protection de l'enfance est insuffisant.
- L'insuffisance des financements et les difficultés d'accès à certaines zones limitent les activités du cluster.



#### Abris d'urgence

#### Besoins:

- Selon les recommandations de la mission Inter-agences à Boni, région de Mopti, les retournés spontanés et les populations locales vulnérables ont urgemment besoin d'un appui pour la réfection de leurs maisons. Des besoins similaires ont été identifiés dans d'autres zones de déplacement à Ségou.

**Réponse :**

- Le HCR, en partenariat avec INTERSOS, a effectué le 10 juillet une distribution d'articles non alimentaires (NFI).
- En juillet, World Vision a distribué des articles non alimentaires à 352 familles de personnes déplacées à San dans la région de Ségou. Une autre distribution est prévue pour 40 familles avant la fin du mois.
- NRC, sur financement du HCR, prévoit la distribution de NFI à 1 500 ménages dans les régions de Bamako, Mopti et Ségou. Cette distribution ciblera les ménages vulnérables de ces trois régions. L'identification des bénéficiaires est en cours.
- Suite aux inondations à Kayes, le ministre du Développement social, de la Solidarité et des Personnes âgées a fait un don d'environ 2 000 dollars (un million de franc CFA) aux familles sinistrées. La Croix Rouge Malienne leur a distribué des nattes, des seaux en plastique et des moustiquaires.

**Besoins non-couverts et contraintes:**

- Les besoins non couverts sont: la réfection des maisons et des tentes pour les nomades afin de les protéger des pluies.
- Dans les régions du nord, les besoins en réhabilitation des abris familiaux sont élevés. A cet effet, la réinsertion socio-économique des retournés s'avère aussi très importante.
- Les personnes affectées par les inondations à Kayes ont besoin d'appui pour la reconstruction de leurs habitats et de vivres.
- L'insuffisance des financements limite les activités du cluster.

**Education****Besoins :**

- A Gao et Tombouctou, 581 écoles préscolaires et fondamentales sont fonctionnelles sur un total de 1 126. Ces écoles accueillent 113 120 élèves et 2 619 enseignants. Des programmes d'apprentissage accéléré sont en cours dans les écoles fonctionnelles du nord et se poursuivront jusqu'en octobre. Ces programmes visent à soutenir la validation de l'année scolaire pour les enfants restés au nord.
- Les enseignants doivent recevoir une formation appropriée en pédagogie des grands groupes et des cours de remédiation afin de s'assurer que les enfants touchés par la crise sont en mesure de compenser les perturbations de l'année scolaire 2012-2013.

**Réponse :**

- Les membres du cluster ont distribué des kits scolaires à 111 360 enfants affectés par la crise y compris 59 241 au nord au titre de l'année scolaire 2012-2013.
- Au total, 1 125 enseignants encadrant des enfants affectés par la crise, ont été formés à la pédagogie des grands groupes et à la conduite des cours de remédiation.
- L'UNICEF appuie six centres de la petite enfance dans les régions de Gao et Tombouctou. Ce projet profite à 267 enfants. Quelque 1 662 enfants sont accueillis dans des espaces de petite enfance dans les régions de Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou.

**111 360**

Elèves ont reçu des kits scolaires

**Besoins non-couverts et contraintes :**

- La faible présence des enseignants dans le nord a ralenti la réouverture des écoles dans les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti. Le cluster éducation a mené un plaidoyer auprès du ministère de l'Éducation pour le retour des enseignants dans les zones affectées par le conflit.
- L'insuffisance des fonds limite la capacité du groupe à mener une réponse efficace.

**Télécommunications d'urgence**

- A Tombouctou, la salle radio et l'équipement de communication pour la sécurité sont en place.
- A Gao, le cluster évalue le meilleur emplacement pour l'installation de l'équipement de télécommunication et prépare le matériel pour le déploiement.



## Logistique

- Le cluster logistique fournit à la communauté humanitaire des espaces de stockage à Mopti, et devrait bientôt être en mesure de le faire à Gao.
- Le groupe des utilisateurs du Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a décidé de remplacer le service de Niamey (pour raison de sous-utilisation) par un service sur Kidal.
- Le 9 juillet, une évaluation des pistes d'atterrissage secondaires a été effectuée à Tombouctou (Goundam, Niafunke) et à Mopti (Douentza). Toutes les trois pistes sont praticables; mais le poids du cargo devra être limité pour Douentza en raison de la courte distance de la piste d'atterrissage.

## Coordination générale

- La mise à jour du plan de contingence inter-agences est en cours et le document sera validé par l'Equipe Humanitaire Pays vers le 25 juillet.
- L'Unité de Coordination civilo-militaire d'OCHA a mené des activités de formation au profit du personnel de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de la Mission de Formation de l'Union Européenne et des forces armées maliennes.

### Informations de base

En janvier 2012, une rébellion a éclaté dans le nord du Mali, menée par un mouvement séparatiste touareg, le MNLA - Mouvement National de Libération de l'Azawad. Mouvement non religieux, le MNLA s'est associé à plusieurs groupes armés islamistes. Leurs succès initiaux ont conduit à un coup d'Etat militaire à Bamako le 22 mars. Profitant de l'incertitude politique à Bamako, la rébellion s'est emparée en quelques jours des trois régions du nord -Kidal, Gao et Tombouctou- et d'une partie des régions centrales de Mopti et Ségou. Le MNLA a ensuite annoncé la fin des combats et proclamé «l'indépendance de l'Azawad", rejetée par la communauté internationale. Le pays s'est trouvé *de facto* coupé en deux. La situation est restée calme sur la «ligne de front» jusqu'à la fin de 2012, tandis que MNLA perdait du terrain face aux autres groupes armés, qui professent moins d'intérêt pour l'indépendance du Nord que pour l'imposition de la loi islamique à l'ensemble du pays. La CEDEAO a décidé de mettre en place une force africaine (la MISMA) pour aider les autorités maliennes à rétablir l'intégrité territoriale du pays. Le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une telle force.

Avant l'arrivée de la MISMA, les groupes rebelles ont lancé une offensive vers le sud le 9 janvier 2013, amenant le Gouvernement malien à demander l'aide militaire immédiate de la France. Les forces françaises ont alors mené des frappes aériennes et des opérations terrestres avec l'armée malienne, les contingents de la MISMA et des forces tchadiennes. Le MNLA a soutenu l'intervention française mais s'oppose à la venue des forces maliennes dans le nord avant un accord politique. Le 18 juin 2013, le Gouvernement du Mali, le MNLA et le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad ont signé un accord préliminaire au Burkina Faso. Cet accord prévoit un cessez-le-feu, un retour de l'armée malienne à Kidal et un cantonnement des combattants touareg sur des sites de regroupement.

Le 25 avril 2013, le Conseil de sécurité a décidé de créer une opération de maintien de la paix, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui pourra compter jusqu'à 11 400 militaires et 1 440 policiers ainsi qu'une composante civile. La MINUSMA a pour mandat notamment de *stabiliser les principales* agglomérations, de contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays et à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue national et le processus électoral, et de promouvoir et protéger les droits de l'homme. Elle doit aussi soutenir l'action humanitaire en contribuant à mettre en place les conditions de sécurité indispensables à l'acheminement sûr de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes humanitaires, et au retour librement consenti des déplacés et des réfugiés, en coordination étroite avec les acteurs humanitaires. Le transfert d'autorité des forces de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a eu lieu le 1er juillet à Bamako, marquant ainsi le lancement officiel des opérations des Casques bleus au Mali.

Au-delà de l'urgence humanitaire causée par le conflit, le Mali reste touché par la crise alimentaire et nutritionnelle qui affecte tout le Sahel et qui a affaibli la résilience de millions de personnes à travers la région. Malgré une bonne récolte en 2012, des millions de personnes continuent à souffrir d'insécurité alimentaire, de malnutrition et d'un manque chronique de moyens d'existence. Le conflit malien et l'insécurité qu'il provoque, surtout dans le nord du pays, a encore accru les besoins humanitaires, et rendu plus difficile l'accès humanitaire aux populations dans le besoin.

#### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Fernando Arroyo, Chef du Bureau**, OCHA Mali, Courriel: [arroyof@un.org](mailto:arroyof@un.org), Tél: +223 7599 3204

**Katy Thiam**, Chargée de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: [thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org), Tél: +223 7599 3497

**Ulrike Dassler**, Chargée de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: [dassler@un.org](mailto:dassler@un.org), Tél: +223 7599 4004

**Anouk Desgroseilliers**, Chargée d'affaires humanitaires – Spécialiste des rapports, OCHA Mali, Courriel: [desgroseilliers@un.org](mailto:desgroseilliers@un.org), Tél: +223 75 99 57 61

**Diakaridia Dembélé**, Chargé de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: [dembele@un.org](mailto:dembele@un.org), Tél: + 223 75 99 55 81

**Quentin Levet**, Chargé d'affaires humanitaires, OCHA NY, Courriel: [levet@un.org](mailto:levet@un.org) Tél: +1 646 266 4410

Pour davantage d'informations, veuillez consulter:

<http://mali.humanitarianresponse.info> ou [www.unocha.org/mali](http://www.unocha.org/mali).

Pour être ajouté(e) à la liste de diffusion ou en être retiré(e), merci de nous contacter par courriel à [ochamali@un.org](mailto:ochamali@un.org)